

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 45 • 6 NOVEMBRE 2015 • CHF 3.-

La commémoration du 9 novembre 1932 sera en résonance avec l'actualité page 5



Bidhya Devi Bhandari, une communiste devient présidente du Népal page 6



L'écrivain Daniel de Roulet dévoile ses pérégrinations page 8

La Palestine à l'épreuve des balles

TERRITOIRES OCCUPÉS • «Il semble que les soldats israéliens ont reçu l'ordre de tirer pour tuer», confie un habitant d'Hébron, où les meurtres de Palestiniens se multiplient ces dernières semaines. Malgré la peur d'une exécution arbitraire, ces derniers continuent toutefois à résister par le témoignage et la solidarité.

La peur, c'est le sentiment qui domine parmi les habitants palestiniens de la ville d'Hébron. Depuis plusieurs semaines, la cité est en proie à une violence sans précédent depuis la seconde intifada. Les émeutes sont quotidiennes et, selon l'agence de presse palestinienne Maannews, au moins 17 jeunes palestiniens ont été abattus dans le courant du mois d'octobre. «Il semble que les soldats israéliens ont reçu l'ordre de tirer pour tuer», explique Mohamed (prénom d'emprunt), habitant de la cité et fin connaisseur de la région, qui souhaite garder l'anonymat. «L'atmosphère de crainte parmi la population palestinienne est telle que les gens s'auto-impotent un couvre-feu et ne laissent plus leurs enfants jouer dans les rues», ajoute-t-il. «Les jeunes hommes craignent de sortir dans la rue de peur pour leur vie!» confie une employée internationale de l'ONU, en visite sur place. «Je ne me rends plus dans le centre-ville pour des raisons de sécurité. Ils peuvent facilement te tuer en affirmant que tu étais en train de tenter une attaque au couteau!», poursuit Mohamed, qui explique que les habitants tentent de «faire profil bas». Du côté israélien, on prétend effectivement que les Palestiniens abattus tentaient d'attaquer des Israéliens, mais cette version est contredite dans plusieurs cas par des témoins locaux. «Certains ont commis des attaques au couteau, c'est vrai, mais d'autres ne présentaient aucune menace. Dans tous les cas, une armée entraînée telle que Tsahal doit être formée à tirer pour immobiliser et non pour tuer», s'alarme Mohamed, avant de transmettre une vidéo qui montre un jeune palestinien abattu froidement alors qu'il était déjà au sol depuis plusieurs secondes, immobilisé par un premier tir. D'autres témoignages vidéos attestent de pratiques d'intimidation et de harcèlement telles que le fait de demander aux jeunes Palestiniens de retirer leurs habits en pleine rue, alors même qu'ils ne semblent représenter aucune menace.

La vidéo plutôt que le couteau

La vidéo, plus que le couteau ou même les pierres, c'est l'outil de résistance utilisé dans tous les territoires occupés de longue date, et en particulier à Hébron. En majorité sous autorité palestinienne, une petite portion de la ville, où 500 colons parmi les plus extrêmes résident au milieu de la population palestinienne, se trouve



Dans le centre-ville palestinien d'Hébron, proche de la zone israélienne bouclée, on trouve des moyens de continuer à vivre. Ici, des vendeurs de falafels qui se protègent des gaz lacrymogènes à l'aide de masques. Lazar Simeonov

sous contrôle de Tsahal. Dans ce quartier sous haute tension, c'est notamment Youth against settlements (YAS), une organisation palestinienne qui se revendique non-violente, qui effectue ce travail de documentation vidéo de la vie sous occupation. Sur la page facebook de l'organisation, depuis quelques semaines, on voit des avertissements à la population de possibles attaques de colons, des photos d'enfants qui jouent avec des «douilles» de gaz lacrymogènes, et surtout l'annonce régulière de jeunes palestiniens abattus. «Pourquoi? Israël, cesse de tuer la jeunesse palestinienne!», commente un internaute. Issa Amro, coordinateur de l'organisation, dénonce comme Mohamed ces exécutions extrajudiciaires, ainsi que l'escalade de la violence qu'elles provoquent. Des voix loin d'être isolées. Le 27 octobre dernier, Philipp Luter, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International déclarait ainsi dans un communiqué basé sur la documentation de plusieurs cas que «de nombreux éléments attestent qu'à mesure que les tensions se sont exacerbées, les forces israéliennes ont dans certains cas semblé avoir jeté le règlement aux orties et recouru à des mesures extrêmes et illégales. Elles paraissent de plus en plus enclines à employer une force meurtrière contre

quiconque est perçu comme une menace, sans s'assurer que cette menace soit réelle».

Les observateurs internationaux visés

Sur le terrain, au cœur d'Hébron, l'inquiétude est d'autant plus grande que les observateurs internationaux habituellement nombreux dans ce haut lieu de tension, deviennent eux aussi des cibles, ce qui les pousse à quitter les lieux. «Une observatrice a été arrêtée alors qu'elle documentait une exécution extrajudiciaire et interdite de séjour en ville durant 15 jours. D'autres ont été pris en photos par des colons et signalés comme indésirables par le biais d'affiches placardées dans les rues, si bien qu'ils ont cessé de se rendre dans le quartier le plus tendu», explique Mohamed. Celui-ci a d'ailleurs été entièrement bouclé depuis quelques jours. Seuls les habitants palestiniens sont autorisés à y entrer et en sortir et n'y circulent qu'en respectant certaines restrictions. Pour Mohamed, «l'armée profite de la situation pour pousser les Palestiniens hors de la zone». Dès 2007, les ONG israéliennes ACRI et B'TSELEM documentaient et dénonçaient un phénomène d'expulsion forcée des Palestiniens du centre-ville d'Hébron. Selon notre témoin, qui confie d'ailleurs que certains de ses

amis songent à quitter les lieux au vu des derniers épisodes de violence, celui-ci ne ferait que s'accroître.

Parmi les victimes, Hashem Azzeh, figure de la résistance pacifique

Malgré cette situation, YAS continue à documenter les événements, tout en tentant de rassurer les familles qui habitent dans les environs, «terrorisées», selon les termes de l'un des membres de l'organisation, ce d'autant plus que les colons s'attaquent eux aussi aux résidents. Un travail qui devient toutefois de plus en plus difficile. Il y a quelques jours, le porte-parole de l'organisation était arrêté. Le 21 octobre, c'est Hashem Azzeh, activiste Palestinien de 54 ans connu de nombreux militants et journalistes et figure de la résistance pacifique à l'occupation, résidant à quelques mètres à peine du centre de YAS, qui succombait: fragile de santé, il décédait après avoir inhalé des gaz lacrymogènes, l'ambulance qui avait été appelée n'ayant pas pu atteindre sa maison en raison des checkpoints israéliens. Hashem était connu justement parce qu'il dénonçait ce type de discriminations.

Il vivait lui-même à quelques mètres d'une colonie, où il amenait régulièrement des délégations internationales en leur expliquant les attaques

Suite en page 2



IL FAUT LE DIRE...

Merci Reagan

On lit parfois des choses intéressantes sur le site du Figaro. Si si. Cette semaine on y a relayé les résultats d'une étude réalisée pour le compte de l'Académie américaine des sciences qui révélait une augmentation régulière et inquiétante sur quinze ans de 0,5% par année du taux de mortalité parmi les Blancs américains entre 45 et 55 ans. Alcool, drogues et suicides sont responsables de la plupart des décès avec notamment une consommation d'héroïne qui a bondi de plus de 60% entre 2003 et 2013. Là où les résultats de l'étude deviennent intrigants, c'est que les populations noires et hispaniques ne sont pas concernées par cette augmentation. Seuls les Blancs qui n'ont pas fait d'études supérieures semblent touchés.

Généralement issus de familles de la classe moyenne, véritables images d'Épinal de l'«american way of life» dans les années 60, ils composent une génération qui a moins bien réussi que celle de leurs parents du fait des transformations économiques qui se sont produites aux Etats-Unis, et la confrontation de cette réalité et des illusions perdues expliquerait l'augmentation des comportements à risques.

Comment ne pas faire le lien avec la dérégulation et l'ultralibéralisme prônés par les administrations Reagan durant les années 80, alors que cette génération aujourd'hui désenchantée arrivait sur le marché du travail? Ces «reaganomics» (Reagan-économie, nldr) ont en effet contribué à creuser le fossé entre les riches et les pauvres aux USA. Elles furent reprises sur les bannières des épigones néolibéraux en Europe et de par le monde pendant les années 90 et constituent encore aujourd'hui la doxa de l'idéologie qui gouverne les sociétés occidentales: «There is no alternative».

On ne peut que constater que les grandes tendances américaines finissent toujours par arriver en Europe (bonjour Halloween!). Le déclassement progressif des classes moyennes, les désillusions des petits enfants des Trentes Glorieuses et un cortège d'à côtés morbides comme celui évoqué plus haut sont malheureusement la prochaine vague que devrait nous amener l'«américanisation» telle qu'elle nous est imposée depuis une quarantaine d'années.

Alexandre Smirnov

Suite de la page 1

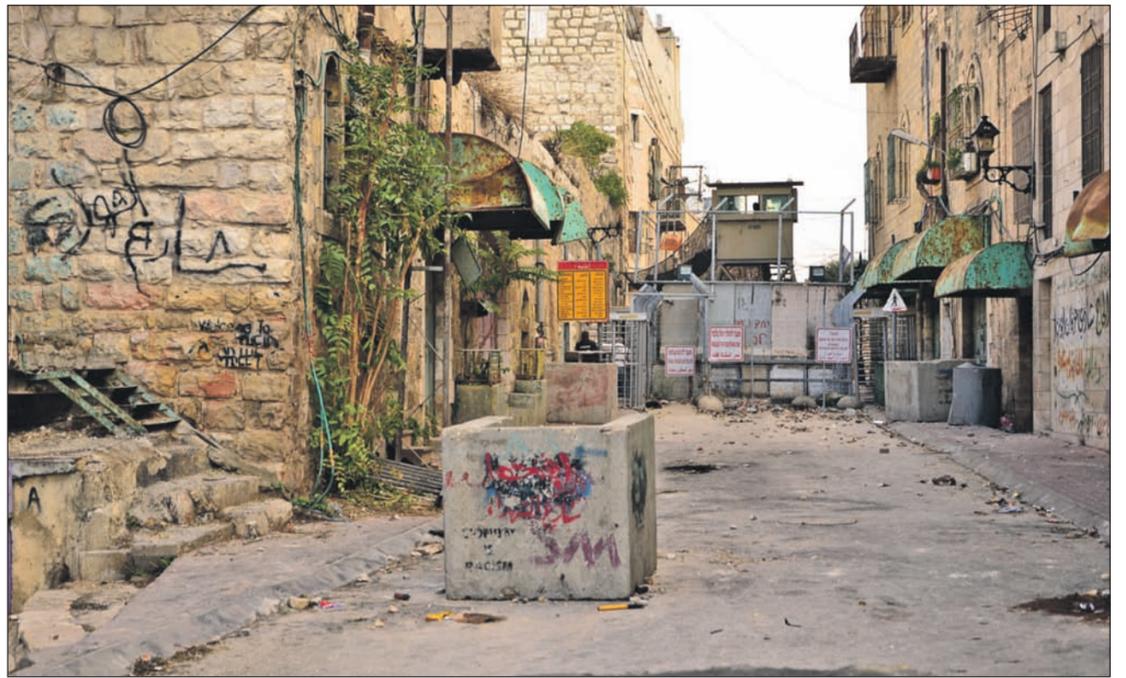
qu'il avait subies lors de la récolte des olives, la procédure de plusieurs années menée auprès d'une cour israélienne pour accéder à sa maison par la porte d'entrée, celle-ci se situant trop près de la colonie, sur une route interdite aux Palestiniens, ou encore...l'impossibilité pour les ambulances d'atteindre le quartier. Pourtant, il ne pouvait se résoudre à quitter les lieux. Cela aurait signifié laisser la place aux colons. Montrer, témoigner, c'est aussi la résistance qu'il avait choisie.

«Utiliser la violence, c'est ce qu'Israël veut que nous fassions»

Une forme de protestation non-violente à laquelle Issa Amro et Mohamed croient également, malgré tout: «Utiliser la violence, c'est exactement ce qu'Israël veut que nous fassions. Si les Palestiniens, et en particulier le Fatah, optaient pour la résistance armée, cela donnerait plus de légitimité à l'Etat hébreu!», commente Mohamed. Sa vision de l'avenir demeure toutefois très noire. «Si cela continue comme ça avec des meurtres, des émeutes, et aucun horizon politique, le risque que cela dégénère augmente. La frustration et le désespoir de la jeunesse sont grands». Quant à la communauté internationale, fonde-t-il un quelconque espoir en elle? «Nous jouons cette carte depuis longtemps. Nous appelons à une présence internationale. Cela dit, il y a tellement de vidéos qui montrent comment nous sommes traités, mais cela ne change rien! En ce sens, nous n'attendons pas beaucoup de la communauté internationale. Personne n'y croit vraiment!». Pour Issa Amro, les choses sont claires, la seule solution réside dans «la fin de l'occupation, et rendre Israël responsable pour les crimes commis». Force est de constater que cette perspective semble bien lointaine. ■

Juliette Müller

Le checkpoint qui sépare la partie palestinienne de la ville de celle sous contrôle israélien. Seuls les habitants du côté israélien peuvent désormais le traverser. Marcos Knoblauch



Le checkpoint qui sépare la partie palestinienne de la ville de celle sous contrôle israélien. Seuls les habitants du côté israélien peuvent désormais le traverser. Marcos Knoblauch

AGENDA CULTUREL ET MILITANT

Journée festive et sans concession contre l'austérité

Samedi 7 novembre, de 15 h. à 23 h, Maison des associations, Genève

15h – 20h : stands, dont celui de «Gauchebdo» 15h30 – 16h30 : atelier 1 : Le salaire à vie selon Bernard Friot. Animé par Christian Tirefort (Réseau Salarial) –salle Gandhi. 15h30 – 16h30 : atelier 2 : «Austérité pour les pauvres, impunité pour les riches». –salle Carson. 16h45 – 18h : atelier 3 : «Capitalisme, impérialisme et immigration» Avec Mohamed (Stop Bunkers), Laurent Tettamanti (MvRC) et Emiliano Crosta-Blanco (Parti communiste genevois) –salle Gandhi. 16h30 – 18h : projection du film «Je lutte donc je suis» de Yanniss Youlountas. –salle Mendes. 18h15 – 19h : Oum pakiyé – Je ne suis pas mort – par le Collectif Puck – théâtre –salle Gandhi. 19h – 20h : concert du duo Les rétroactifs. Annexe cafétéria. 20h – 22h : meeting-débat «Pour un nouveau contrat social». Front citoyen contre l'injustice sociale avec Bernard Dugas, Christian Tirefort, auteur de «Manifeste pour un nouveau contrat social», Aristides Pedraza, membre de l'Organisation socialiste libertaire (OSL) et du secrétariat fédéral du syndicat SUD (Vaud) –salle Gandhi. 22h – 23h : concert de Kumba Tosh, auteur-compositeur-interprète béninois à l'annexe cafétéria.

La soirée est soutenue par le Mouvement vers la révolution citoyenne (MvRC), le Parti communiste Genevois (PCG), Citoyens.nes pour la justice publique (CJP), On y va, Alba-Suiza, Jeunesse communiste et «Gauchebdo».

PARTENARIAT

Journée contre l'Austérité

Le Samedi 7 novembre à la maison des associations de 15h-minuit



Ateliers, Théâtre, concerts et Meeting politique

Facebook/ Journée festive et sans concession contre le capitalisme et l'austérité

Org: Front Citoyen contre l'injustice sociale

La Gauche européenne et la Grèce

SOLIDARITÉ • Discussion publique à Genève autour de la situation grecque et des luttes contre l'austérité avec des militants de Die Linke et du NPA.

Lors d'une soirée-débat organisée le 29 octobre par l'Association de soutien au peuple grec, Manuel Kellner (Die Linke) et Antoine Pelletier (Nouveau parti anticapitaliste) ont fait part des réactions de leurs camarades en Allemagne et en France, et Jérôme Duval (CADTM France-Espagne) a analysé le mécanisme de l'endettement. Le modérateur était Benito Perez du *Courier*.

Manuel Kellner nous explique que l'échec du gouvernement Syriza d'appliquer son programme divise la gauche de son pays. Alors que les uns cherchent des arguments pour défendre Alexis Tsipras, victime des chantages de la Troïka, d'autres dressent la liste d'erreurs auxquelles l'ont amené ses illusions réformistes. Ces divergences n'empêchent pas les militants allemands de faire preuve de solidarité avec le peuple grec. Ils informent du bien-fondé des revendications concernant les réparations de guerre: l'Allemagne doit toujours 278,8 milliards d'euros à la Grèce. Des parrainages sont mis sur pied entre localités de même taille des deux pays, entre syndicats et travailleurs du même secteur, entre hôpitaux et entre établissements culturels. Des syndicats expriment leur solidarité par des visites sur place et par l'envoi de matériel médico-sanitaire. Ils apportent leur soutien aux salariés qui sont en lutte, font la grève ou

occupent leurs lieux de travail comme ceux qui occupent l'usine VIO.ME».

Antoine Pelletier livre une analyse globale de la situation des pays européens traversés par la crise de surproduction et dénonce les conséquences de la crise financière de 2008, qui se solde par une accélération des attaques contre les services sociaux. Il souligne la montée des extrêmes-droites en Europe, le recours de plus en plus fréquent à des méthodes de direction non démocratiques contournant la volonté populaire (gouvernements non élus formés d'«experts», directives européennes) et à la répression des mouvements sociaux. Il constate que suite à l'effondrement des régimes des pays de l'Est et l'affaiblissement des PC, il y a un vide politique que les formations de la gauche radicale n'arrivent pas à combler. Cette situation a favorisé le développement de Syriza, qui a vu très vite se multiplier le nombre de ses militants, en grande partie parmi les jeunes, sans beaucoup d'expérience ni formation politiques, le parti restant peu armé pour s'affronter aux instances.

Attaques contre la démocratie

Jérôme Duval dénonce la logique du sauvetage des banques, dont les dettes sont transférées à l'État, qui se rembourse sur la population par des mesures d'austérité violentes imposées

à l'aide d'attaques contre la démocratie. Les représentants élus sont contournés, et on constate un défaut général de transparence. Ainsi, la Banque Centrale Européenne et le Fonds Monétaire International, érigés en gendarmes des finances, font la pluie et le beau temps aux pays qui «bénéficient» de leur soutien. Au gouvernement de gauche grec ils ont refusé la restructuration de la dette du pays, qu'ils ont accordée à l'Ukraine. Insolents, la BCE et le FMI ont imposé au gouvernement grec leur délégué chargé de contrôler les lois proposées au parlement, pour que celles-ci respectent la rigueur budgétaire.

Dès que la parole était donnée au public, on s'est précipité sur le micro pour exprimer l'inquiétude face au récent vote xénophobe de beaucoup de jeunes en Suisse et au succès électoral de l'UDC. On a dénoncé le Thatcherisme helvétique qui vise la diminution des dépenses publiques, la réduction des impôts directs et l'abandon d'une politique de subvention aux collectivités et aux petites entreprises locales. Au niveau européen, on a constaté que dans certaines localités l'on applique des mesures d'austérité, alors même que les comptes sont positifs. C'était le moment pour un des militants de la fonction publique genevoise d'annoncer la grève imminente du mardi 10 novembre.

Podemos et les autres

De nombreuses questions ont été adressées à Jérôme Duval, qui avait mentionné les résistances des Ibériques. On l'interrogeait sur Podemos et sur les autres mouvements de contestation en Espagne. Pablo Iglesias continue à vouloir donner un soutien inconditionnel à la direction actuelle de Syriza, alors que de nombreux militants du parti ont une oreille sensible aux critiques formulées par les camarades en Grèce. Parlant des élections communales récentes, J.D. souligne l'apparition d'une multitude de petits partis, souvent locaux, qui se considèrent à gauche de Podemos. Leurs représentants ont été élus à Madrid, à Barcelone, à Cadix, à Saragosse, au Pays Basque, où ils entendent faire participer les habitants à la gestion de la municipalité. A Madrid, un audit des dépenses de la ville est envisagé. Les militants qui demandent un audit de l'Etat de Genève ne seraient donc pas seuls... ■

Anna Spillmann

PUBLICITÉ

Prévoyance et performance

Avec sa stratégie rigoureuse de placements écologiques et éthiques, Nest assure votre retraite en toute sécurité.

nest

Caisse de pensions écologique et éthique

Nest Fondation collective 10, rue de Berne 1201 Genève www.nest-info.ch

La droite vaudoise s'attaque aux locataires

VAUD • Le PLR espère remplacer la LDTR et la LAAL, qui protégeraient trop les locataires, par une nouvelle loi ruisselante de compromissions pour la gauche.

Le Grand Conseil s'est emparé de la discussion sur le logement qui subit une crise endémique depuis des lustres. Il s'est agi tout d'abord du contre-projet gouvernemental à l'initiative de l'AS-LOCA «Stop à la pénurie de logements» que le Conseil d'Etat voudrait voir retirée. L'initiative donne l'urticaire aux promoteurs et à la droite en proposant, parmi d'autres mesures, l'expropriation par les collectivités pour construire des logements à un prix abordable. Le contreprojet lui oppose la création d'un droit de préemption, considéré par un PLR comme «pire que l'expropriation». Le débat fut acharné. L'initiative n'a été soutenue que par 12 voix, dont celles du groupe POP solidaritéS, 6 abstentions contre 112 votes négatifs. Et le contreprojet du Conseil d'Etat a fini par être soutenu majoritairement au fil des débats.

Fusionner LDTR et LAAL

Le deuxième volet de ces modifications légales consiste en une nouvelle loi qui en abroge deux autres. Le groupe POP solidaritéS a formulé ses critiques les plus vives contre l'abolition des lois LDTR et LAAL* qui protègent fortement les locataires contre les abus dans les transformations ou démolitions et le développement des logements loués meublés ou sortis du parc locatif pour être vendus. Ces deux lois sont fondues dans un paquet ruisselant de com-

promis, pour ne pas dire de compromissions: la LPPL (Loi sur la préservation du parc locatif).

Le rapporteur de minorité Jean-Michel Dolivo s'est battu fermement, soutenu la plupart du temps comme la corde soutient le pendu par des socialistes discrets et des verts ligotés par leur loyauté à leur conseillère d'Etat, Béatrice Métraux, en charge du dossier. Il a démontré combien ce sont les locataires qui vivent dans d'anciens logements depuis longtemps et qui seraient prêts à accepter des rénovations douces qui vont faire les frais de la nouvelle législation. Il a fustigé la créativité gouvernementale qui paraît s'inspirer du titre «50 Nuances de Gris» et classe les régions et les districts selon qu'ils sont victimes d'une pénurie tout court ou d'une pénurie accentuée.

Sous prétexte de simplifications administratives, il y a dix ans que la droite bataille pour assouplir les lois de protection des locataires. Il n'est pas sûr que la fin de la longue saga et les déchirements sur ce thème vont résoudre aujourd'hui l'épidémie des logements trop chers et trop rares.

En 2005, une motion radicale proposa la suppression des deux lois. Elle fut enterrée en 2009 en même temps que son contreprojet gouvernemental. A ce moment, la rapporteuse socialiste Anne-Marie Depoisier déclarait: «proposer aujourd'hui d'abolir la LDTR et la LAAL, c'est vraiment faire fi d'une situation actuelle de pénurie de logements comme celle qui fut

l'origine de la LDTR» et plus loin: «Il semble qu'il faille absolument faciliter la vie des investisseurs aux dépens des futurs habitants!». En 2015, la situation des locataires ne s'est guère améliorée, mais c'est la majorité du Conseil d'Etat qui s'est modifiée...

Jolie victoire tout de même

Signalons quand même une jolie victoire pour un important amendement Dolivo qui s'est beaucoup battu pour améliorer le projet. Par 66 voix contre 63, il a obtenu que: «le mandataire a l'obligation d'informer de ses projets par écrit les locataires et de les consulter lorsqu'il a l'intention d'exécuter des travaux de démolition, transformation et rénovation d'un bâtiment existant. Il les informe de la répercussion probable sur leurs loyers. Il leur impartit un délai de 30 jours au moins pour présenter leurs observations et suggestions.»

Le débat se poursuivra mardi. L'ASLOCA maintiendra-t-elle son initiative? On sent l'association très partagée. Qu'en pensent les locataires qui restent sur le carreau ou, étranglés par leur loyer, sont obligés de chercher des logements hors du canton ou à des kilomètres de leur lieu de travail? ■

* LDTR: loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation de maisons d'habitation, ainsi que l'utilisation de logements à d'autres fins que l'habitation

LAAL: loi concernant l'aliénation d'appartements loués.

Christiane Jaquet

ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

«Gauchebdo fait honneur à la profession...»



Photo: Charly Rappo

Amis de droite bonjour,

J'ai toujours pensé qu'il était particulièrement peu productif de ne lire et n'écouter que ceux qui pensent comme nous. L'homme de gauche qui fréquente des milieux de gauche et lit des journaux de gauche, et l'homme de droite qui etc, sont les deux faces de la même hémiplogie...

Fort de cette constatation, j'ai essayé de me bouffer du journal de droite... Mais je crains que le vide laissé par le défunt Journal de Genève n'ait pas été comblé, j'ai trouvé peu d'idées à combattre, peu de banderilles plantées haut dans la cervelle, et aptes à me faire vaciller sur mes positions.

Et je dois dire que Gauchebdo fait preuve de nombre de qualités que j'aurais aimé découvrir dans les publications du camp adverse. Des opinions tranchées (c'est bien souvent les miennes), une vue de la société qui ne fait pas mine de se cacher derrière une objectivité de façade, mais des réflexions qui donnent prise, de la qualité d'analyse, une rubrique culturelle souvent digne d'éloges...

Lorsqu'à l'autre bout de l'échiquier, les observateurs (sans majuscule, ils n'en sont pas dignes) se vautrent dans l'indigne fange, dans le graveleux, dans le journalisme pamphlétaire, sans même l'excuse du style ou du panache, Gauchebdo fait honneur à la profession, et démontre qu'on peut faire du journalisme d'opinion sans virer bas-de-plafond au troisième paragraphe...

Amis de droite, il vous sera donc ardemment conseillé de lire à gauche, ça aère la cervelle!

Michaël Perruchoud, Ecrivain et chanteur au sein du Duo d'Extrêmes Suisses



En pleine turbulence, le deuxième pilier est mis sous forte pression

RETRAITE • Le gouvernement baisse le taux d'intérêt minimal du 2^{ème} pilier, alors qu'Alain Berset veut abaisser son taux de conversion. Dur, dur pour les retraités.

Le 28 octobre dernier, le Conseil fédéral a décidé unilatéralement d'abaisser le taux d'intérêt minimal dans la prévoyance professionnelle du 2^{ème} pilier, le faisant passer de 1,75% à 1,25% au 1^{er} janvier 2016. «Avec ce niveau encore jamais atteint à ce jour, le Conseil fédéral a une fois de plus cédé aux lamentations du secteur de l'assurance et puni les assuré(e)s», a aussitôt réagi l'Union syndicale suisse (USS). La centrale syndicale considère que le taux d'intérêt minimal actuel aurait pu être maintenu, rappelant que ces dernières années, il a presque toujours été fixé 1% plus bas que ne l'auraient permis les rendements effectifs des placements. «Pour la seule année 2014, les assurances ont ainsi empoché près de 700 millions de francs», précise encore l'USS, qui considère que l'évolution actuelle est catastrophique pour les futurs retraités qui verront leurs avoirs vieillesse baisser pour la retraite. Et ce n'est qu'un début.

Le plan Prévoyance vieillesse 2020 d'Alain Berset prévoit de réduire le taux de conversion – qui permet de

calculer le montant de la rente effectivement versée à la retraite – à 6%, alors qu'il était encore de 6,8% en 2014. Face à ces menaces, les syndicats préconisent plusieurs remèdes. Le syndicat Travail.Suisse exige que le Conseil fédéral fixe dorénavant le taux minimal LPP pour l'année en cours, au plus près des performances réelles des placements. «Dans un contexte marqué par une forte volatilité, il n'est pas approprié de fixer le taux d'intérêt minimal longtemps à l'avance. Depuis longtemps, la formule qui détermine le taux d'intérêt minimal LPP n'est plus adaptée à la politique de placement en cours de nombreuses caisses de pension», explique la faitière syndicale, qui demande que le Conseil fédéral mette sur les rails une vraie révision dans ce sens.

Un susucre pour faire passer la pilule de la réforme Berset

Pour sa part, l'USS estime que face à cet effritement du 2^{ème} pilier, il faut renforcer l'AVS, comme le demande l'initiative fédérale AVSplus, qui défend une augmentation des 10%

des rentes de retraite du 1^{er} pilier. «Le Conseil des États l'a bien vu lui et décidé de renforcer l'AVS (proposant de verser 70 francs par mois pour toutes les nouvelles rentes AVS, ndlr). Le Conseil national serait bien inspiré de choisir la même voie, car une réforme de la prévoyance vieillesse sans progrès social est vouée à l'échec», indique ainsi l'USS.

Pour le Parti du Travail-POP et la gauche combative, qui considèrent que le geste du Conseil des États «n'est qu'un susucre pour faire passer l'amère pilule du pan Berset», il faut refuser tout d'abord les contre-réformes du Plan Prévoyance vieillesse 2020.

Mais aussi aller plus loin. Considérant que le système complexe par capitalisation du 2^{ème} pilier est fortement fragilisé par les aléas des rendements financiers, ils proposent un glissement progressif du 2^{ème} pilier dans le premier, dans le sens d'une fusion, pour renforcer la retraite par répartition par rapport à celle par capitalisation individuelle. ■

JDr

La Chaux-de-Fonds utilise la motion populaire pour contraindre l'Etat à négocier

NEUCHÂTEL • Afin d'améliorer la situation financière du canton de Neuchâtel, le Conseil d'Etat envisage de transférer 30 à 40 millions de charges sur les communes. Une décision prise sans véritablement les consulter, ce qui n'a pas manqué de les faire réagir.

Dans un rapport au législatif de la ville de La Chaux-de-Fonds, le Conseil communal (exécutif) souligne que dans le cadre de l'élaboration de son budget 2016, le Conseil d'Etat annonce vouloir transférer entre 30 et 40 millions de charges sur les communes. Il observe que la réflexion du gouvernement se fait à l'interne, sans consultations, une sorte de réflexion solitaire. Pour faire face à ce dysfonctionnement, le Conseil communal propose d'organiser des réunions avec les communes pour trouver ensemble des réponses au problème des dépenses publiques, à la fois des communes et du canton. Ainsi, et pour ne prendre que deux exemples, la modification de la répartition de l'impôt des frontaliers, actuellement de 50-Etat et 150-communes, devrait passer de 120-Etat à 79-communes. La péjoration pour la métropole horlogère se montera à 2,2 millions. De même, la modification de

l'alimentation du fonds commun pour les transports publics chargerait la ville de 1,8 million. L'ensemble des mesures sortant de l'esprit du Conseil d'Etat occasionnerait une charge de 5,4 millions pour celle-ci.

La valeur du franc différente selon l'éloignement du lac?

Pour tenter de retrouver le sens du dialogue, la commune a tenté de sensibiliser le gouvernement aux conséquences de ces décisions, mais le Conseil d'Etat a répété que ces modifications étaient non négociables. Les autorités de La Chaux-de-Fonds ont donc décidé d'utiliser, pour la première fois, l'instrument de la motion populaire pour proposer au Grand conseil un changement d'attitude. Pratique institutionnelle neuchâteloise, celle-ci permet à n'importe qui, privé ou public, de déposer une motion sur un sujet auprès du Grand conseil, à condition

de disposer au minimum de 100 signatures. Celle-ci est ensuite traitée comme une motion parlementaire.

Sarah Blum, représentante du POP au législatif, abonde dans le même sens que l'exécutif et lui apporte le soutien de son groupe. Elle rappelle que depuis quelques années, le Conseil d'Etat retire des infrastructures dans le haut du canton au profit du bas, à l'image, entre autres, du démantèlement sournois de l'hôpital ou la perte de l'école d'ingénieurs. De plus, l'Etat semble toujours réticent à investir dans le haut du canton. L'exemple du nouvel Hôtel Judiciaire est révélateur. Alors que l'on investit pour Microcity (nouveau site de l'EPFL à Neuchâtel) ou le Centre professionnel du Littoral neuchâtelois, le financement de ce bâtiment au centre de la ville de La Chaux-de-Fonds, à proximité de la gare et aux abords de la place récemment inaugurée, peine à passer la Vue-des-Alpes! «La valeur du

franc suisse serait-elle différente selon que l'on se situe plus ou moins près du lac?», questionne ironiquement la popiste. Elle constate que les dernières réformes fiscales et autres répartitions ont toutes eu un impact négatif sur les finances de La Chaux-de-Fonds, et que maintenant, elle doit encore subir une série de reports de charges et de ponctions de revenus. «L'Etat dit toujours que les communes sont riches, mais ce n'est pas le cas de toutes les communes. Il ne peut pas toujours se cacher derrière ses difficultés financières. Son rôle est de garantir un semblant d'égalité entre communes et un équilibre entre régions. Or, il faillit gravement à son rôle et notre commune en pâtit. Il n'est pas inutile de rappeler ici qu'en 2013, le rendement de l'impôt était de 4970 francs par habitant pour la ville de Neuchâtel et de 3540 francs pour La Chaux-de-Fonds. N'en déplaise à ceux qui vocifèrent sans cesse que nous vivons en

dessus de nos moyens» souligne-t-elle encore avec verve. Et de conclure son intervention en affirmant que «cette situation est intenable. Il devient fatigant, pour ne pas dire plus, de se battre pour conserver ses acquis et de passer des heures à se concerter pour savoir où il faudra encore économiser, sans avoir de meilleures perspectives pour la suite. Et ceux qui récoltent les fruits de cette politique désastreuse sont évidemment toujours les plus modestes». Ce sujet, profondément politique et touchant directement aux finances communales, n'a semble-t-il pas été jugé suffisamment intéressant pour la presse, qui n'en a pas parlé à notre connaissance.

La suite est prévue le 16 novembre, lors d'une séance commune avec le Locle au Musée International d'Horlogerie et où seront présents, les conseillers d'Etat Laurent Favre et Laurent Kurth. ■

Alain Bringolf

Haro sur les spéculateurs

VOTATIONS • L'association MoMo va déposer son initiative fédérale pour renforcer la sécurité du système monétaire et lutter contre l'instabilité due à l'excès de crédits privés.

Sur le marché monétaire, les pièces de monnaie et des billets de banque que met en circulation la Banque nationale ne constituent que 10% de la masse monétaire. Les 90% restants sont de la monnaie électronique (ou monnaie scripturale), que les banques créent elles-mêmes à volonté afin de financer leurs activités (par ex. crédits, achats de biens immobiliers et d'actions). Face à l'instabilité financière que cela induit et aux risques de spéculation ou de recours à l'argent public pour faire face aux potentielles faillites bancaires, l'association Modernisation Monétaire (MoMo) a une solution sous forme d'initiative fédérale, qui vient discrètement de récolter plus de 100'000 signatures et qui sera soumise au vote.

Cornaquer les banques

Le texte demande que tout l'argent électronique de nos comptes en banque soit adossé à des francs suisses réels provenant de la BNS. Ce qui signifie que les banques privées ne pourront plus octroyer des crédits qui ne sont couverts que scripturalement. Dans le régime dit de «monnaie pleine», tout crédit octroyé par ces banques devra être «préfinancé» par leurs propres moyens (dépôts clients et fonds propres ou emprunts, notamment auprès de la BNS). De plus, l'initiative stipule que ces comptes soient tenus en dehors du bilan de la banque et ne tomberont donc plus dans la masse en faillite en cas de défaillance bancaire. Cette initiative va-t-elle assécher les investissements ou conduire à plus de chômage? Le comité d'initiative n'y croit pas, rap-

pelant, par exemple, que PostFinance, qui ne peut pas créer de la monnaie par l'octroi de crédits du fait de l'absence de licence bancaire générale, a réalisé en moyenne un bénéfice annuel d'environ 600 millions de francs.

Est-ce que l'initiative ne va pas conduire à une hausse massive de création de monnaie, entraînant des risques d'inflation? Pour l'historien économique, Aldo Schorno, ce désendettement privé et public pourrait se faire en «en douceur», soit progressivement, «en écartant ainsi le spectre d'une déflation et d'une dépression économique». Pour le comité, le passage à la monnaie pleine permettrait surtout d'éliminer réellement l'instabilité monétaire et d'avoir une masse monétaire stable, alors qu'aujourd'hui, les banques, au niveau mondial, augmentent chaque année le volume de l'argent en circulation de 8% en moyenne, avec les risques que l'on sait. *Last, but not least*, l'initiative devrait permettre d'augmenter les ressources pour les collectivités publiques. «Par la seule mise en place de cette monnaie pleine, les recettes publiques augmentent de plusieurs milliards de francs. Ainsi on pourra diminuer les dettes publiques, réduire les impôts ou destiner ces fonds aux infrastructures et aux institutions sociales», explique le comité d'initiative. Voilà de quoi séduire et de rouvrir le débat sur une réelle réforme du système financier, débat qui s'est effiloché avec le retour à la routine des marchés suite au sauvetage financier de l'UBS par la Confédération. ■

JDr

Mobilisation contre l'externalisation à La Poste



Le 4 septembre, La Poste annonçait sa volonté d'externaliser dès la fin 2016 sa flotte de camions en faisant disparaître 187 emplois. Soutenus par Syndicom, le syndicat suisse des médias et de la communication, les chauffeurs de La Poste s'opposent à cette manœuvre et ont lancé un cycle national d'actions de protestation. Le 4 novembre à Genève, les militants ont fait signer une pétition contre l'externalisation de ce service pour sensibiliser leurs collègues et la population sur cette dégradation du service public et des conditions de travail.

Carlos Serra



GAUCHEBDO

Société d'édition de GaucheBdo
case postale 190, 1211 Genève 8
Helena de Freitas, présidente hdf@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmr@gauchebdo.ch
Alexandre Smirnov, correcteur asv@gauchebdo.ch
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

IMPRESSUM

Administration
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

Un 9 novembre en résonance avec l'actualité

GENÈVE. Comme chaque année, la gauche genevoise commémorera le massacre de 13 ouvriers le 9 novembre 1932 sur la Plaine de Plainpalais. Une manifestation en résonance avec les grèves annoncées dans les secteurs public et de la construction. L'occasion également de contester les réponses données à la crise migratoire actuelle.

Le 9 novembre 1932, l'armée suisse tirait sur une manifestation d'ouvriers sur la Plaine de Plainpalais, à Genève, laissant treize cadavres et 65 blessés derrière elle. Les ouvriers y étaient réunis pour protester contre la tenue d'un meeting fasciste. 83 ans après ces événements, comme chaque année, la gauche genevoise s'appête à commémorer l'événement. «Un devoir d'autant plus important que dans un contexte pourtant différent, il existe d'inquiétantes similitudes avec ce sombre passé», précise le tract invitant à la manifestation, en se référant en particulier à l'«augmentation vertigineuse des inégalités, comme dans la période de l'entre-deux-guerres». Une situation qui, selon les organisateurs de la manifestation, ne pourra que s'accroître avec les offensives actuelles contre les assurances sociales, telles que la réforme de la prévoyance vieillesse 2020, ou encore la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIEIII), «qui privera l'Etat de Genève de 700 millions d'impôts par année avec des conséquences désastreuses pour les employés et les prestations sociales».

«Au lieu de protéger les travailleurs par des lois, on propose de mettre les migrants dehors»

Les effets de cette réforme en termes d'austérité se font d'ailleurs déjà sentir. Cette année, la commémoration du 9 novembre se fera ainsi en résonance avec la grève de la fonction publique genevoise, annoncée pour le 10, et dont l'objectif est de contrer les mesures d'économies prévues dans le budget 2016 de l'Etat, dont quatre

visent justement à anticiper les pertes de recettes dues à la RIEIII (augmentation du temps de travail, gel des embauches, facilitation des licenciements et blocage de l'annuité). La semaine sera également marquée par la grève annoncée des maçons pour le 11 novembre, qui vise à faire pression sur la société suisse des entrepreneurs dans le cadre du renouvellement de la convention collective de travail nationale du secteur.

Finalement, les organisateurs ont voulu inscrire la manifestation dans le cadre de la crise migratoire actuelle et en profiter pour rappeler leur message sur cette thématique: «Dans la prolongation des votations du 9 février, il s'agira de dénoncer une politique de droite qui, face à la pression sur les salaires, au lieu de protéger les travailleurs par des lois, propose de mettre les migrants dehors. Or ce ne sont pas eux mais les patrons qui exercent cette pression!», explique Emmanuelle Joz-Roland, du syndicat SIT, l'une des organisatrices. Face à la situation actuelle, «la grande bourgeoisie (rappelez-vous que Monsieur Blocher est à la tête d'une fortune de plus de 3,5 milliards) redouble ses efforts, afin de détourner la légitime colère des classes populaires contre ses compagnons d'infortune étrangers. Pour ce faire, elle assume un discours toujours plus autoritaire et soutient, sans gêne, les mouvements d'extrême droite. Une dynamique qui reste malheureusement efficace, tel que l'attestent les résultats des dernières élections au Conseil National», dénonce encore le tract d'invitation à la manifestation.



Le 9 novembre 1932, l'armée tirait sur la foule, en faisant 13 morts et 65 blessés dans les rangs des manifestants de gauche antifasciste.

Pour marquer cette prise de position relativement à la question migratoire, un déplacement est prévu à la caserne des Vernets, afin de revendiquer son utilisation comme lieu d'accueil pour les réfugiés. «Il s'agira également de souligner que nous sommes opposés à l'utilisation de l'ar-

mée pour des raisons autres que logistiques», précise la syndicaliste, se référant à l'exercice CONEX 2015 réalisé en septembre dernier, qui a vu 5'000 soldats mobilisés pour un exercice fictif dans le cadre duquel il s'agissait de protéger les frontières suisses dans une Europe fictive où

«les organisations criminelles sont puissantes. Les stocks de carburants et combustibles, de gaz et de céréales font l'objet de pillages et de sabotages, et les tensions ethniques provoquent un afflux massif de réfugiés en Suisse». ■

JMrn

Travailler moins, et si cela avait du bon?

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE • A l'Atelier Bois, société genevoise qui défend une approche différente du travail, tous les employés œuvrent à temps partiel. Une organisation qui permet de la flexibilité et pour les employés d'avoir une vie en dehors du travail. Reportage.

Le temps c'est de l'argent, vraiment? Le temps se décline-t-il uniquement en monnaie sonnante et trébuchante? Ou ne pourrait-on pas lui accorder de nous offrir une certaine liberté, une certaine flexibilité, s'accordant de plus en plus avec des aspirations de bien-être qui se développent en parallèle à notre mode de vie de consommateur effréné mais aussi fatigué? Il y a longtemps que la question a été tranchée à l'Atelier Bois, que j'ai l'honneur de visiter en ce lundi. Tout le monde y travaille en effet à 80%. Personne n'a un jour fixe de congé, et si un employé a besoin d'une matinée ou de plusieurs jours pour ci ou ça, il a la possibilité, au vu des heures qu'il a accumulées, de s'absenter. Bien sûr, il ne le fera qu'après en avoir parlé avec ses collègues. Alban Lalou et Matthias Fish, aux commandes de cette société de neuf employés, laissent l'équipe s'autogérer au maximum. La confiance est la base du travail à tous les niveaux, et cela se sent lorsqu'on est avec l'équipe.

La liberté d'avoir une vie en dehors du travail

Situé à l'avenue de Châtelaine, à Genève, l'Atelier Bois existe depuis l'an 2000. Un peu fantomatique en ce

lundi (tout le monde travaillant sur des chantiers), le lieu me laisse une première impression d'un nuage de poussière de bois, une fine particule de sciure ayant conquis le moindre coin de la surface de 180 m². C'est Alban Lalou, l'un des deux associés, qui m'accueille ce jour-là par une visite guidée dans cet espace qui me paraît aussi immense que mystérieux. Tour à tour, il me présente le bois qui arrive en tranches d'arbre, les poutres «poilues» dont les échardes sont à l'affût de toute main imprudente, ou encore les copeaux, aux formes poétiques, entassés dans des sacs pour être recyclés. Puis vient le tour des machines, toutes fort intimidantes: la toupie qui sculpte des arabesques aussi sages qu'excentriques, le banc de coupe qui me fait frémir alors qu'il est au repos, la scie circulaire qui ne ressemble en rien à celle qu'on a trouvée bon de me dérober dans le garage, le rabot à taille de géant, ou encore la colleuse qui laisse Alban nostalgique. «Avant, les colles d'os ou de poisson, permettaient de reprendre, retravailler, alors que celles du 21^{ème} siècle ne laissent aucune place au retour en arrière», explique-t-il. Revenant au mode particulier d'organisation de sa société, il ajoute que la décision de

proposer un taux d'occupation à 80% a été motivée à la fois par l'aspect social, mais aussi l'aspect économique. Au niveau social, il s'agissait d'offrir aux employés ainsi qu'aux associés la liberté de pouvoir avoir une vie en dehors du travail, et plus de temps que les quatre semaines de congé annuel. Au niveau économique, le 80% offre à l'atelier une souplesse qui lui permet de s'ajuster en cas de baisse temporaire d'activité et d'éviter ainsi des licenciements.

La danse du bois au milieu d'un chantier

Dur, dur d'être charpentier! A 7h00 le lendemain, me voici sur la route pour une visite de chantier dans la campagne genevoise. Un lever de soleil splendide aux dégradés de rose accompagne alors que je gravis la route de Chancy en direction de Bernex. Les trams défilent déjà, bien bondés, et la route s'est muée en serpent sans fin. A 7h30, me voici sur le chantier, assez conséquent, de rénovation et construction d'appartements. Steve, qui travaille chez Atelier Bois depuis cinq ans, et Laurent, ancien apprenti, embauché il y a deux ans, sont maîtres à bord. Un maçon et un plombier sont également à l'œuvre, mais concentrons-nous sur le

bois! Il y en a partout et sous toutes les formes: des poutres, des copeaux, de la sciure, des tasseaux, des plaques, et même une boîte à outils géante dans laquelle se trouve tout ce dont Steve et Laurent peuvent avoir besoin.

Et soudain, la déferlante! Vire vent, crémaillère, pare-vapeur, fausse équerre ou sauterelle, petit rabot ou petit Guillaume (A.O.C.*), plate-bande, crapaud, chanlatte... Une infinité de mots me submerge et je suis dans l'obligation de constater que la langue de Molière possède encore beaucoup de secrets y compris pour moi, qui en suis si férue. Reprenons au hasard- la chanlatte: section de bois qui reçoit le premier rang de tuiles. Le vire vent: pièce de bois ou de métal en bordure de toiture servant à maintenir les tuiles ou la couverture du toit.

On ne sent pas la hiérarchie

Les explications durent et durent encore, il est déjà neuf heures! Alban arrive. Après un café rapide, autour duquel on ne sent aucun rapport hiérarchique mais plutôt une grande confiance saupoudrée d'humour, tout le monde retourne à ses moutons. Le mien, c'est l'observation, celui de Laurent, les mesures de découpe et celui

de Steve, la découpe. Nous nous glissons sous nos casques, les bruits aussi stridents que plaintifs entament leur chant de sirènes, les particules de bois commencent leur danse. La concentration est de mise. Je monte et je descends les escaliers métalliques de fortune érigés pour permettre l'accès à l'étage. Je regarde comment les pièces sont imbriquées, en ménageant mon vertige personnel et celui que je ressens pour Laurent, qui, de plus en plus haut, se perche sur des planches de plus en plus branlantes.

Le maçon a commencé à abattre une partie de mur, nous ne sommes plus que poussière. Le plombier vaque à sa tuyauterie, Steve et Laurent mesurent, découpent et posent. Tout cela est réglé comme du papier à musique. Petit à petit, chacune des parties s'encastre avec la précédente jusqu'à ce que l'objet, ici des appartements, soit prêt à commencer sa nouvelle vie. De ce que j'ai pu observer, il fait bon travailler chez Atelier Bois. Même Steve, un peu grognon parfois et qui avait juré de ne plus exercer dans le bâtiment, est content. Travailler moins, et si cela avait du bon! ■

Natacha de Santignac

* Expression inventée à l'Atelier Bois dont un collaborateur s'appelait Guillaume.

Une communiste succède à l'abominable roi des neiges népalais

NÉPAL • Après la fin de la monarchie et l'instauration de la République en 2006, la militante Bidhya Devi Bhandari, plusieurs fois ministre, prend la présidence du jeune Etat himalayen.

Dans un pays où les femmes demeurent des citoyennes de seconde zone, prisonnières du patriarcat, des discriminations et des pires violences, l'élection de Bidhya Devi Bhandari à la tête de la toute jeune République népalaise permettra-t-elle de se débarrasser des derniers vestiges féodaux? À 54 ans, Bidhya Devi Bhandari quitte son poste de vice-présidente du Parti communiste du Népal (CPN-UML, marxiste-léniniste) pour embrasser les plus hautes fonctions. Issue d'une famille de la classe moyenne de Bhojpur (Est), la nouvelle présidente connaît ses premières expériences militantes avec le mouvement étudiant de 1979. Une fronde qui fut le premier coup porté à l'institution monarchique en ce qu'elle s'attaquait aux privilèges existants dans le système scolaire. En rejoignant le CPN, Bidhya Devi Bhandari entre en clandestinité. Veuve du dirigeant communiste Madan Bhandari, mort dans un mystérieux accident de voi-

ture, elle n'a jamais cessé d'œuvrer au renversement de la monarchie, qui intervient en 2006. Éluë députée par deux fois en 1994 et 1999, elle devient ministre de l'Environnement et de la Population au cours de la même décennie avant d'être nommée ministre de la Défense de 2009 à 2011.

Engagement féministe... et ambiguïtés

Son soutien actif à la nouvelle Constitution promulguée en septembre, marque pour certains le point d'orgue de son engagement féministe, mais révèle sa part d'ambiguïtés pour d'autres. Côté pile, après un long combat, ce membre du comité central du CPN obtient l'inscription dans la nouvelle loi fondamentale de l'obligation pour l'exécutif d'avoir une femme pour président ou pour vice-président. Chaque comité gouvernemental doit également s'assurer qu'une femme siège au sein de l'instance. Enfin, au moins un tiers du Parle-

ment doit être composé de femmes. Côté face, les mères célibataires ou mariées à des étrangers n'obtiennent pas le droit à la transmission de la nationalité népalaise à leurs enfants. Cette disposition, qui poussa de nombreux mouvements féministes dans la rue cet été, a ainsi été défendue par Bidhya Devi Bhandari: «Que l'on soit d'accord avec cela ou pas, dans la tradition et la culture orientale, une femme est entièrement dévouée à son mari. Cela peut être un système discriminant, mais notre société a toujours fonctionné ainsi.» Et Guna Raj Luitel, rédacteur en chef du quotidien népalais *Nagarik Daily* de tempérer: «Certains pourraient dire qu'elle n'est pas la personne la plus féministe à devenir présidente. Mais elle est une femme célibataire dans une société dominée par les hommes qui a fait un sacré parcours en politique et c'est assez louable.» ■

Lina Sankari

Paru dans l'Humanité



Agée de 54 ans, Bidhya Devi Bhandari était jusqu'alors vice-présidente du Parti communiste du Népal.



Un coup de balai pour mieux régner

UKRAINE • Le président ukrainien, Petro Porochenko, a fait arrêter ce dimanche un oligarque. Outre la lutte contre la corruption, il s'agit aussi pour lui d'éliminer ses adversaires en politique et en affaires.

La lutte contre la corruption, cheval de bataille de la campagne présidentielle de Petro Porochenko en janvier 2014, a décidément bien du mal à se mettre en marche en Ukraine. Il y eut bien ce coup d'éclat en mars 2015, avec la démission forcée du gouverneur de l'oblast de Dnipropetrovsk, le milliardaire Igor Kolomoïski, et l'arrestation en plein conseil des ministres de deux hauts responsables accusés de corruption. Mais depuis lors, le président ukrainien a laissé ses promesses de campagne de côté.

Lourds revers électoraux dans le sud et dans l'est

La semaine dernière, les résultats médiocres du parti du président pro-européen aux élections locales (46% de participation seulement) ont remis le sujet au centre du jeu. Petro Porochenko dont la formation, le Parti de la solidarité, a gagné des mairies dans l'ouest et le centre du pays, a subi de lourds revers dans le sud et dans l'est. À Odessa par exemple, c'est le Bloc de l'opposition qui a remporté la mairie face à l'équipe de l'actuel gouverneur de la région, l'ultralibéral et néo-ukrainien Mikhaïl Saakachvili. L'ancien président géorgien, proche de George W. Bush, en poste depuis plus de quatre mois, subit là un premier revers qui peut en appeler d'autres. Ailleurs dans cette région symbole mais aussi dans le reste du pays, bien des mairies n'ont pas encore choisi leur camp. Aussi Petro Porochenko a-t-il décidé de frapper un grand coup pour faire pencher la balance de son côté. Dimanche soir, après avoir réquisitionné trois chaînes de la télévision nationale, le numéro un ukrainien a confirmé l'arrestation de Guennadi Korban (un multimillionnaire proche de son éternel ennemi, l'oligarque Igor



Petro Porochenko relance la guerre entre oligarques pour garder la main politique sur le pays.

Kolomoïski) pour «vol et détournement» et «enlèvement d'un représentant des forces de l'ordre»: «Mais Korban ne sera pas le dernier; les processus de la lutte contre la corruption et du rétablissement de l'ordre vont se poursuivre», a insisté Petro Porochenko. La veille, l'ex-roi du chocolat avait dû faire face à des manifestations anticorruption au pied même de sa luxueuse résidence présidentielle de Kozin, en périphérie de Kiev. Cette manifestation avait été organisée par l'association Avto-Maïdan, un mouvement parmi les plus virulents, opposé en février 2014 au président Viktor Ianoukovitch qu'il accusait déjà de corruption.

Les affaires du président ukrainien continuent de fructifier

Cette prise de conscience opportuniste de Petro Porochenko lui permet par ailleurs de neutraliser les milices privées financées par certains oligarques, dont Kolomoïski –et dont certaines servent des mouvements néonazis que

le président ukrainien a su instrumentaliser un temps dans le Donbass avant d'en perdre le contrôle ces derniers mois. Mais cela cache mal une volonté féroce de régner sur le pays non seulement politiquement mais aussi financièrement. Petro Porochenko est aujourd'hui plus que jamais à la tête d'un empire financier qui prospère contre toute logique. En effet, si la crise économique aggravée par la guerre civile dans le Donbass a frappé de plein fouet les oligarques, les affaires du président ukrainien, elles, continuent de fructifier. Selon une enquête publiée vendredi dernier par le magazine *Novoïe Vremia*, le chef de l'État ukrainien est le seul, parmi les dix Ukrainiens les plus riches, dont la fortune a augmenté de 20%, à 979 millions de dollars (900 millions d'euros), en un an, et ce malgré sa promesse de vendre ses entreprises après son élection en mai 2014. ■

Stéphane Aubouard

Paru dans l'Humanité

JE M'ABONNE À GAUCHEBDO !

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Téléphone :

Ville : email :

Pays : Formule :

FORMULES ET TARIFS

| | SOUTIEN | | NORMAL | | RÉDUIT | |
|----------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | papier & web | papier seul | papier & web | papier seul | papier & web | papier seul |
| 1 année | 250 frs | 150 frs | 200 frs | 85 frs | 135 frs | |
| 6 mois | | 80 frs | | 40 frs | | |
| Essai (3 mois) | | 10 frs | | | | |

Des formules d'abonnement web uniquement (sans l'édition papier) sont disponibles sur www.gaucheبدو.ch/abonnements

CONTACTS ABONNEMENTS

Gaucheبدو - abonnements
case postale 168
1211 Genève 13

abo@gaucheبدو.ch

En vous abonnant directement sur le web, vous simplifiez grandement la gestion administrative de votre abonnement : www.gaucheبدو.ch/abonnements

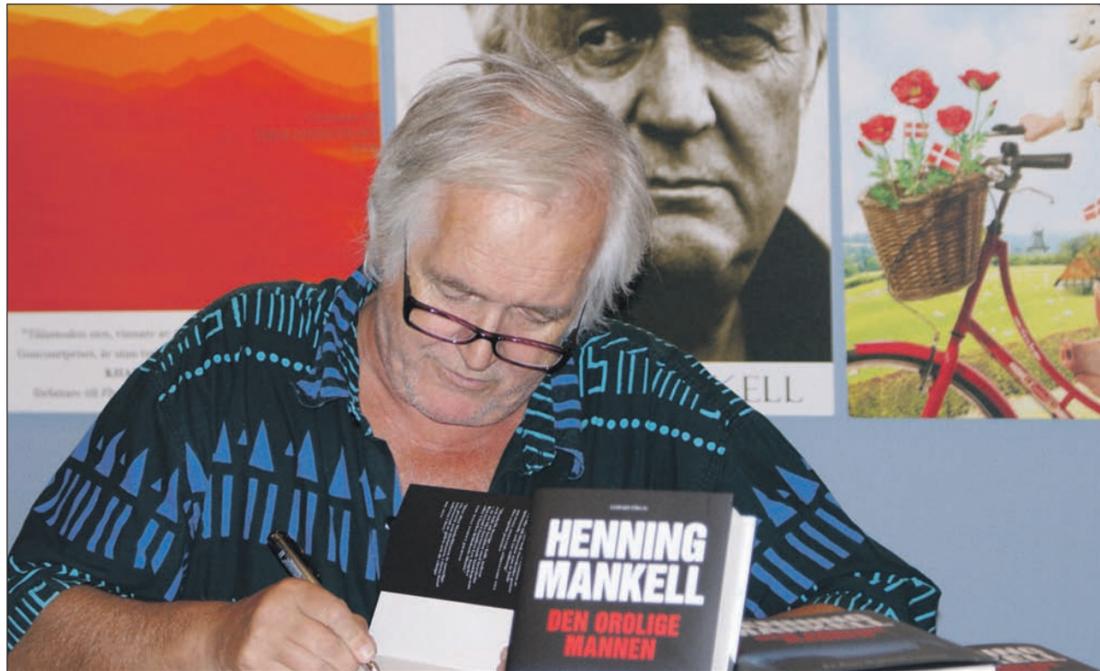
Avec Henning Mankell disparaît le maître du roman policier contemporain

LITTÉRATURE • L'auteur suédois avait donné ses lettres de noblesse à toute l'école scandinave du «rompol», au contenu politico-social.

C'est un truisme de dire que le roman policier contemporain, loin de se cantonner dans un genre mineur, est aujourd'hui le plus en prise avec les réalités économiques, politiques et sociales. Dans les années 1930 déjà, Georges Simenon mettait en scène une bourgeoisie provinciale étriquée, hypocrite sur le plan des mœurs, confite dans ses conventions, habitée par un appât du gain souvent sordide.

A notre époque, nombreux sont les auteurs qui évoquent indirectement, à travers une trame policière qui tient en haleine, les conditions objectives des pays où se situent leurs récits: ainsi Jean-Claude Izzo et sa fresque de la Marseille des banlieues où règnent le chômage et le crime, Donna Léon mettant en lumière la corruption et les affaires louches à Venise, John Burdett dépeignant une Thaïlande où triomphent la prostitution et la vénalité, les Américains Dashiell Hammett ou Raymond Chandler décrivant un monde violent de policiers et de financiers pourris, Qiu Xiaolong montrant crûment les réalités de la Chine communiste-capitaliste et ses luttes pour le pouvoir ou la fortune. Ce ne sont là que quelques exemples.

Mais l'impulsion décisive de cette nouvelle tendance du roman policier a été donnée en Suède, dès les années 1960, par le couple Sjöwall&Wahlöö. Puis, parodiant Boileau à propos de Malherbe, on pourrait écrire: «Enfin Mankell vint!» Le renouveau qu'a initié ce dernier tient d'abord dans sa gestion des enquêtes policières. Dans les «Prologues» et quelques chapitres intermédiaires de ses romans, il fournit une partie des clefs du récit et nous laisse même deviner sinon l'identité, du moins les motivations (qui relèvent parfois de la psychiatrie) de l'assassin, homme ou femme. L'intérêt réside moins dans le suspense – même si ses histoires se dévoilent – que dans la manière de découvrir la vérité, au terme d'une enquête policière rigoureuse mettant en branle



A travers ses romans, Henning Mankell a largement remis en cause l'image idyllique du «modèle scandinave» social-démocrate.

tous les moyens scientifiques modernes. On est donc loin du seul «flair» du commissaire Maigret! Quant au «héros» de Mankell, le commissaire Wallander, malgré ses qualités d'enquêteur et de chef, il nous apparaît comme un personnage ordinaire, souvent bourru, souffrant de surpoids, ayant subi un divorce difficile, maintenant des liens complexes et parfois conflictuels avec son père et sa fille. Bref, on est loin du surhomme! Mankell finira par s'en lasser et, dans *L'homme inquiet* (2009), le fait sombrer dans l'alzheimer pour s'en débarrasser... L'univers des livres de Mankell est dur, parfois à la limite du supportable: ainsi, dans *Les morts de la Saint-Jean* (1997), la découverte des corps en putréfaction de trois jeunes gens. Âmes sensibles s'abstenir! Cette violence n'est cependant ni voyeuriste ni gratuite, au contraire des mauvais thrillers. Elle n'est au fond que la traduction littéraire de la violence et de la dangerosité croissantes d'une société suédoise qui, aux

yeux de l'auteur, ne correspond plus à sa réputation d'Etat-Providence. L'image idyllique du «modèle scandinave» social-démocrate, une société fondée sur un large consensus social et une certaine égalité prônée par l'Etat, est remise en question. Non que Mankell le conteste avec une approche de droite! Au contraire, il fait de son commissaire un champion d'une société harmonieuse et de l'Etat de droit mis en péril par la montée de la xénophobie et du racisme, de la violence gratuite, de la drogue, de l'afairisme, des sectarismes extrémistes. Il n'est pas douteux que les assassinats d'Olof Palme en 1986, puis de la ministre Anna Lindh en 2003 ont agi comme des électrochocs amenants à se poser des questions fondamentales. Sans parler du monstrueux assassinat de masse commis en 2011 sur une île norvégienne. L'intérêt des romans de Mankell est donc de montrer cette mutation inquiétante de la société suédoise. Il n'est pas exagéré de dire que ses romans constituent, en toile

de fond, une véritable fresque sociale. «Qu'est devenu l'Etat suédois au cours des années 1990?», s'interrogeait-il avec une déception contrebalancée par son sens civique en éveil. Rappelons qu'il a aussi été très agissant pour la cause palestinienne.

Une œuvre non seulement sociale mais aussi politique

Henning Mankell fut un grand connaisseur du Mozambique, où il résidait en partie, et un amoureux de l'Afrique. Il lui a consacré des livres spécifiques. Il l'introduit aussi dans ses romans policiers. Le plus politique d'entre eux est sans doute *La lionne blanche* (1993), écrit peu après la fin de l'apartheid, où il parle d'un groupe d'Afrikaners fanatiques préparant un attentat contre Mandela et de Klerk. La politique – ou plutôt l'histoire, avec ses ramifications actuelles – apparaît également dans *Le retour du professeur de danse* (2000), qui met en scène non pas le commissaire Wallander, mais un jeune policier, Stefan

Lindman. Le roman commence en 1945 avec la pendaison de criminel(le)s de guerre nazis par les Britanniques. Puis il se déroule en 1999 dans le Hjärdedalen, au nord-ouest de la Suède, dans la région montagneuse voisine de la Norvège, où le passé revient à la surface.

Un poète des paysages suédois

Les romans de Mankell se situent essentiellement en Scanie, dans ce sud de la Suède, proche du Danemark, fait de plaines monotones, de champs de céréales, de forêts, de plages abandonnées dans les brumes hivernales. La petite ville d'Ystad, où Wallander est à la tête de la police, y a gagné une célébrité mondiale et figure maintenant sur les guides de voyage! Si Stockholm est presque absente de ses romans, Mankell a l'art d'évoquer par petites touches le nord souvent enneigé, ses lumières rasantes de l'hiver, sa population rendue assez rude par la solitude des maisons isolées. Il évoque magistralement dans un roman non policier, teinté de nostalgie: *Les chaussures italiennes* (2006) se déroule sur une île glacée de la Baltique et évoque la rencontre d'un solitaire avec une femme qu'il avait aimée et qu'il a abandonnée quarante ans plus tôt.

Le décès relativement précoce de Henning Mankell est survenu le 5 octobre. Heureusement, il a eu des disciples: parmi eux, Stig Larsson et son *Millénium*, d'autres Suédois comme Staffan Westerlund, Åke Edwardson, Camilla Läckberg et tant d'autres, ou encore les très vivantes écoles norvégienne et islandaise, cette dernière particulièrement noire. La disparition du maître devrait nous inviter à (re)découvrir son œuvre à la fois populaire dans le bon sens du terme – de ce fait traduite dans des dizaines de langues – et qui constitue une interrogation sur la société dans laquelle nous vivons, pour que celle-ci ne sombre pas un jour dans la folie meurtrière. ■

Pierre Jeanneret

De la musique avant toute chose

MUSIQUE • Le 39^{ème} concours international du Lyceum, destiné cette année aux duos voix et piano, a honoré ceux qui, au-delà de la technique, se distinguent par l'intelligence, la sensibilité, l'écoute, le partage des émotions.

Tous les trois ans, le Lyceum Club International organise un concours de musique ouvert sans distinction de nationalités à des musiciens et musiciennes professionnels ou suivant une formation professionnelle. Lied et mélodie étaient au programme des épreuves qui se sont déroulées en cette fin octobre à Lausanne et qui étaient réservées cette année à des duos voix et piano, étant entendu qu'il s'agissait de duo et non pas de chant avec accompagnement; l'un et l'autre interprètes avaient valeur égale et surtout l'ensemble qu'il formait, l'équilibre entre eux, étaient déterminants.

Une moyenne d'âge de 30 ans

Quatorze duos se sont présentés aux épreuves éliminatoires avec des candidats originaires de Suisse, de France, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Russie, de

Géorgie, de Pologne, du Liban, de Corée et du Japon. Sept ont été retenus pour la deuxième épreuve, un récital d'une trentaine de minutes, et quatre ont participé à la finale. Disons-le d'emblée, le jury et le public admis aux épreuves entendirent des ensembles de haut niveau; par ailleurs, le choix des œuvres proposées était particulièrement intéressant, révélant des pièces que l'on connaît peu, en plus d'une œuvre imposée de la compositrice suisse Caroline Charrière. Maîtriser la variété des styles, les différentes langues, trouver le juste équilibre entre chant et piano, entre passion et modération demandent non seulement une technique assurée, mais une réelle maturité, alors que la moyenne d'âge entre les deux concurrents ne doit pas dépasser 30 ans et que le plus âgé ne peut avoir plus de 34 ans. Le Duo Aura, avec Clara Meloni, soprano, et Ambroise de

Rancourt, piano, a fait l'unanimité et remporté le premier prix (10'000 francs). Les deux musiciens étaient en parfaite concordance dans une même approche, une écoute réciproque, une sensibilité intelligente aux intentions des compositeurs, aux atmosphères multiples, au partage avec le public. Très émouvant aussi, quoique peut-être un peu moins divers dans son choix qui privilégiait une certaine mélancolie, le duo Fernando Afara, baryton, et Chloé Servente, piano, a reçu le deuxième prix (5'000 francs) à l'unanimité aussi, tandis que les 3^{ème} et 4^{ème} prix revenaient au duo Lux formé de Stephanie Szanto et Marina Vasiliyeva et à celui de Madeleine Merz et Paulina Maslanka.

Le concert des lauréats, donné au BCV Concert Hall a confirmé les choix du jury et remporté un grand succès. ■

Myriam Tétaz-Gramegna



Clara Meloni, soprano, a gagné le 1^{er} prix avec le pianiste Ambroise de Rancourt.

Un violon et son double pour chanter le temps

MUSIQUE • A Genève et Lausanne, un concert portrait de Wolfgang Rihm affiche les 9 et 10 novembres prochains son concerto pour violon «le Temps chanté», avec Tedi Papavrami en soliste.

Rencontré à Zurich lors de la création en 1992 de son concerto «le Temps chanté», une œuvre commandée et dirigée alors par Paul Sacher et jouée par Anne-Sophie Mutter, le compositeur allemand Wolfgang Rihm n'était pas très disert sur sa musique: «A celui qui entend d'entendre. Le message s'il existe est dans les œuvres». Il expliquait néanmoins: «J'ai toujours admiré, dans le jeu d'Anne-Sophie Mutter, pour qui j'ai écrit ce concerto, l'intensité et la beauté de ses sons aigus. J'aime que les œuvres pour cordes soient conduites de manière à permettre au son de se déployer; l'énergie qui se concentre dans le son engendre le son suivant et entre les sons apparaît – insaisissable – ce que nous pouvons appeler la musique.» Il en résulte une partie solistique qui est un chant intime, aux longues tenues, aux couleurs iridescentes. Il y a dans cette musique la sérénité d'un temps suspendu, une certaine nostalgie aussi. Un orchestre à l'effectif réduit suit la ligne mélodique tel son double, au sens romantique du terme, que quelques éclats de percussion ou de cuivres ne peuvent briser.

L'erreur, essentielle pour l'artiste

«J'ai commencé enfant à écrire, à peindre et à composer. J'ai terminé mon gymnase latin-grec, j'ai fait des études de musicologie, de composi-



Le violoniste Tedi Papavrami est aussi professeur à la Haute Ecole de musique de Genève.

tion et de théorie avec le piano comme branche secondaire. La composition est restée mon métier», explique très simplement Wolfgang Rihm, né en 1952. Il ajoute: «Pour ce qui est de mes origines tant nationales que techniques, je viens au fond de Schönberg, mais Debussy était tout aussi important pour moi, ainsi

que Stravinsky. J'ai de la peine à me classer moi-même, et ce n'est pas ma tâche.» Précisons que Rihm a travaillé avec Stockhausen et Klaus Huber et qu'il vient d'être désigné comme successeur de Boulez à la tête de la Lucerne Festival Academy.

«Toute ma vie est un projet. Mon travail naît d'obsessions; je suis mes

penchants, je ne travaille pas sur fond d'assurance, mais sur fond de divinations, d'égarements, de réussites occasionnelles. Je vis d'erreurs et d'ignorance. L'erreur est de toute façon une catégorie essentielle pour l'artiste. Ce sont précisément les passages manqués, les instants ratés, les épaves que les flots entraînent qui

donnent naissance bien plus tard à des voies nouvelles.»

Tedi Papavrami, un talent exceptionnel

Ces 9 et 10 novembre c'est le violoniste Tedi Papavrami qui sera le soliste du «Temps chanté». Il me souvient du jeune homme réservé, introverti, que j'ai interviewé en 1986. Il avait fui l'Albanie, seul, rejoint ensuite par ses parents. Elève de Pierre Amoyal, il cumulait à quinze ans déjà les premiers prix. Il était venu à Lausanne invité par l'Orchestre de Chambre de St-Paul. On découvrait un talent exceptionnel et sa carrière, en effet, devint rapidement internationale. Il est aujourd'hui professeur à la Haute Ecole de musique de Genève. Il jouera le concerto de Rihm, précédé de quelques courtes pièces de musique de chambre, avec les Ensembles Contemporains des Conservatoires de Lausanne et de Genève sous la direction de Michael Wendeborg. ■

Myriam Tétaz-Gramegna

Lausanne, Utopia 1, rue de la Grotte 2, le 9 novembre; à 19h présentation par Philippe Albèra et rencontre avec le compositeur, concert à 20h15

Genève, grande salle du Conservatoire, pl. Neuve, le 10 novembre; à 18h rencontre avec le compositeur, 20h concert

Un patrimoine bien de chez nous

EXPO • L'Elysée présente en photos le passé vaudois et les mutations du canton.

Les photographies constituent une véritable mémoire du passé. A l'occasion de son 30^e anniversaire, le Musée de l'Elysée présente la première exposition consacrée à la Collection iconographique vaudoise. Celle-ci a été créée en 1896 par le pasteur Paul Vionnet (1830-1914). Elle a erré dans divers lieux avant d'être déposée en 1980 dans la demeure de l'Elysée, qui allait devenir cinq ans plus tard le Musée pour la photographie. Une salle permet de comprendre ce qu'était cette collection: un véritable inventaire à la Prévert où l'on trouvait éventails, tableaux, lampes à huile, rouets, ancêtres de la bicyclette, coupes de communion, etc. Mais surtout 500'000 photographies! L'exposition présente une sélection de 500 d'entre elles.

La ville de Lausanne en pleine transformation

On y trouvera d'abord les photographies réalisées par Paul Vionnet lui-même. Cet homme curieux de tout s'intéressait notamment à l'architecture et aux témoignages du passé lointain: par exemple les mégalithes préhistoriques (dolmens, menhirs de Bonvillars, pierre du Niton à Genève), les églises et châteaux vaudois. Membre actif du Club Alpin, il nous a laissé aussi de beaux paysages de montagnes et glaciers. Mais il photographiait également ce qui était en train de changer: il a donc fixé sur la pellicule les profondes transformations de la ville de Lausanne au tournant des 19^e et 20^e siècles, en particulier la construction du pont Chauderon et le comblement de la vallée du Flon. Il se fit même reporter lors d'événements tragiques, comme l'explosion de l'Arсенal de Morges en 1871, qui avait causé plusieurs victimes parmi les internés Bourbakis qu'il logeait.

Puis les collections du fonds se sont enrichies après la mort de Vionnet. Cela notamment par les divers inventaires du patrimoine réalisés dans le canton: inventaires des fontaines, des maisons typiques, des vieux greniers, des enseignes... Grâce aux dons de nombreux particuliers, la collection constitue aussi un témoignage sur la vie sociale, illustrée par de nombreuses photos de groupes: étudiants en médecine, fanfare de la police, membres de la Société de Zofingue en uniforme d'apparat et autres. On pourra voir également dans l'exposition les albums respectifs des différentes Fêtes des Vignerons de Vevey entre 1833 et 1977: elles permettent de mesurer les changements dans leur conception et leurs costumes. Bref, c'est une plongée dans le passé. Les amateurs de photographie relèveront l'évolution de ses techniques depuis le daguerréotype. Il faut ajouter que beaucoup de ces tirages sont très beaux esthétiquement, au-delà de leur valeur documentaire.



Gaston de Jongh, Usine Louis de Roll, Gerlafingen, Soleure, 1938, épreuve au gélatino-bromure d'argent

Dès 1960, la collection s'est orientée vers la préservation du patrimoine photographique des grands studios vaudois, et notamment la dynastie de la famille de Jongh. Outre les photos un peu vaporeuses, dans le goût du temps, des membres de la bourgeoisie locale et de ses rejetons, on y trouve les portraits du général Guisan ou de Ramuz, mais aussi des membres de la cour de Serbie, ainsi que des travaux publicitaires en couleurs. On ne manquera pas la vidéo où Gaston de Jongh (1888-1973) raconte, en une langue précise et châtiée, ses rencontres avec de nombreuses personnalités et explique l'empathie nécessaire entre le photographe et son sujet.

Cette exposition concerne bien sûr au premier chef les Vaudois, mais elle pourra intéresser toutes celles et tous ceux qui ont conscience de l'immense importance des collections photographiques pour comprendre l'évolution de l'urbanisme, des architectures, des mœurs, de la vie sociale. ■

Pierre Jeanneret

«La mémoire des images. Autour de la Collection iconographique vaudoise», Musée de l'Elysée, Lausanne, jusqu'au 3 janvier 2016.

Les pérégrinations inspirées de Daniel de Roulet

Daniel de Roulet s'est fait connaître par le militantisme musclé de sa jeunesse, mais surtout par son admirable «saga nucléaire» romanesque en dix volumes, une vaste fresque allant de la construction de la bombe atomique de Los Alamos à nos jours. Pour les lecteurs et lectrices qui ont lue cette dernière avec passion, la série de chroniques qui vient de paraître sous le titre *Tous les lointains sont bleus* (emprunté à Léonard de Vinci découvrant les collines de Toscane) apparaîtra sans doute comme une œuvre mineure. De valeur inégale, et malgré deux ou trois textes insignifiants, ces chroniques de voyages et reportages se lisent cependant avec intérêt et agrément. Un peu hétérogènes par leurs sujets, elles ont une unité de ton, à la fois empathique et distancié, avec une bonne dose d'humour, parfois grinçant.

Du Nicaragua à la Kolyma

La première, qui se passe au fond de l'Anatolie de 1975, montre bien la Turquie profonde de l'époque, et notamment l'omniprésence des pesants regards masculins sur les femmes occidentales en voyage. Mais la chute de cette courte nouvelle révèle une autre réalité bien pire encore. On laissera les lecteurs la découvrir. Un reportage au Nicaragua, en 1979, fait vivre les débuts exaltants de la révolution sandiniste, malgré l'extrême dénuement et les destructions dues aux forces armées de Somoza. L'auteur y fait preuve d'un sens du récit précis et vivant, plein de détails vrais. Bref, il a les qualités d'un bon reporter. On retrouve cette capacité à poser une ambiance dans le texte consacré à Delhi, Pondichéry et aux temples hindouistes du Tamil

Nadu. C'est aussi le cas pour la brumeuse île de Jura, au large de l'Ecosse, où l'écrivain suisse est en quête de George Orwell qui y a vécu. Quant au récit «Paris, novembre 1993», c'est une petite merveille d'autodérision. Un voyage à pied de Milan à Rome fait connaître une Italie asphaltée et hypermotorisée. A Dallas en 2006, puis en Californie en 2007, l'auteur découvre l'hystérie sécuritaire qui règne aux Etats-Unis, ainsi que la violence des contrastes sociaux. Tout le corpus est habité par la révolte de Daniel de Roulet contre les injustices, les dégâts humains qui résultent des guerres civiles (Sarajevo, Algérie). Le livre est chargé du poids d'une histoire parfois terrifiante. C'est le cas dans les chroniques sur Auschwitz et Buchenwald, et surtout dans le long et beau reportage sur les camps staliens de la Kolyma, dans le grand Nord sibérien, où des milliers de prisonniers travaillaient dans les mines d'étain et d'or, avant de mourir d'épuisement. Ce texte – sans doute le plus fort du volume – contient aussi une réflexion sur le fameux «devoir de mémoire». Comment entretenir le souvenir (pour éviter de nouvelles horreurs similaires) sans faire du faux... à l'image des ruines et des tranchées françaises «fabriquées» sur le site de Diên Biên Phu? «Tout disparaît, on ne va quand même pas restaurer, enlever la végétation, remonter des baraques sous prétexte de devoir de mémoire.» C'est sur ce récit, où par ailleurs se confrontent la réalité soviétique et celle de la Russie actuelle, que s'achève le livre. ■

Pierre Jeanneret

Daniel de Roulet, *Tous les lointains sont bleus*, Paris, Phébus, 2015, 254 p.